

Autres pays développés



- À : Négociateurs des autres pays développés à la conférence des Nations unies sur le changement climatique
- Objet : Briefing sur les objectifs des négociations
- Inclus : Australie, Royaume-Uni, Norvège, Islande, Suisse, Canada, Japon, Nouvelle-Zélande, Corée du Sud, Russie et autres pays issus de l'URSS.

Objectifs

Nous gouvernements cherchent à négocier un accord global, pour réduire les émissions en gaz à effet de serre (GES), qui nous permettrait d'atteindre le meilleur résultat pour nos économies et nos intérêts vitaux, ainsi que pour le reste du monde. En 2015, à la conférence de l'ONU sur le climat à Paris, les États se sont mis d'accord pour contenir l'élévation de la température moyenne de la planète nettement en dessous de 2°C par rapport aux niveaux préindustriels et de poursuivre l'action menée pour limiter l'élévation de la température à 1,5°C (article 2). Nous devons donc décider :

1. Des actions éventuelles pour réduire nos émissions. Sans mesures concrètes, il est prévu que nos émissions augmentent dans le futur. Nous pouvons donc décider, ou non, quand nos émissions arrêteront de croître, quand elles commenceront à diminuer et à quel taux annuel. (cf. verso pour des données supplémentaires)
2. Si nous prenons des mesures pour réduire la déforestation et/ou accroître le boisement (afforestation).
3. Si nous souhaitons contribuer, et de combien, aux fonds internationaux pour le climat. Ces fonds sont destinés à fournir au moins 100 milliards de dollars par an d'aide aux pays en développement pour permettre les politiques d'atténuation

Contexte

Le consensus scientifique est clair. Plus de 97% des climatologues s'accordent sur le fait que le changement climatique est une réalité, qu'il est causé par l'usage des énergies fossiles et que ses conséquences pourraient être désastreuses. Beaucoup de pays développés en subissent déjà les effets, de la montée du niveau de la mer à l'intensification des sécheresses.

Opinion publique

La majorité de nos citoyens pensent que le changement climatique est réel et que l'activité humaine y contribue de manière significative. La plupart soutiennent la mise en place de politiques qui règleraient ce problème mais, en même temps, s'opposent à toute initiative qui élèverait le coût de la vie. Pour beaucoup de citoyens, le changement climatique n'est pas une priorité, il se classe loin derrière la sécurité nationale, la situation économique et le chômage. Par ailleurs, la population est fortement opposée à la conclusion d'un accord qui ne requerrait pas des engagements forts des États-Unis et des pays en développement.

Opportunités

Fort heureusement, et ce alors que les énergies renouvelables deviennent de plus en plus abordables, réduire les émissions pourrait améliorer la santé publique, créer des emplois et améliorer la sécurité énergétique.

Action nationales

À Paris, nos pays ont fait des engagements pour essayer de résoudre la question du changement climatique, qui, lorsqu'on les additionne arrêterait l'augmentation de nos émissions pour les réduire ensuite légèrement. Des sables bitumineux canadiens, du charbon australien au pétrole et gaz russes, beaucoup de nos économies dépendent des énergies fossiles pour les revenus à l'exportation et les emplois. Le Canada est sorti du protocole de Kyoto et l'Australie qui avait mis en place une taxe carbone, l'a retiré. Cependant, avec la prise de conscience qui grandit et le coût des énergies renouvelables qui diminue, les mesures pour lutter contre le changement climatique se multiplient. Tout accord qui ferait porter sur nous le plus grand fardeau économique pour limiter le changement climatique serait politiquement inacceptable. Le reste de la planète doit se mettre d'accord sur des actions significatives pour qu'un accord international ambitieux soit atteint.

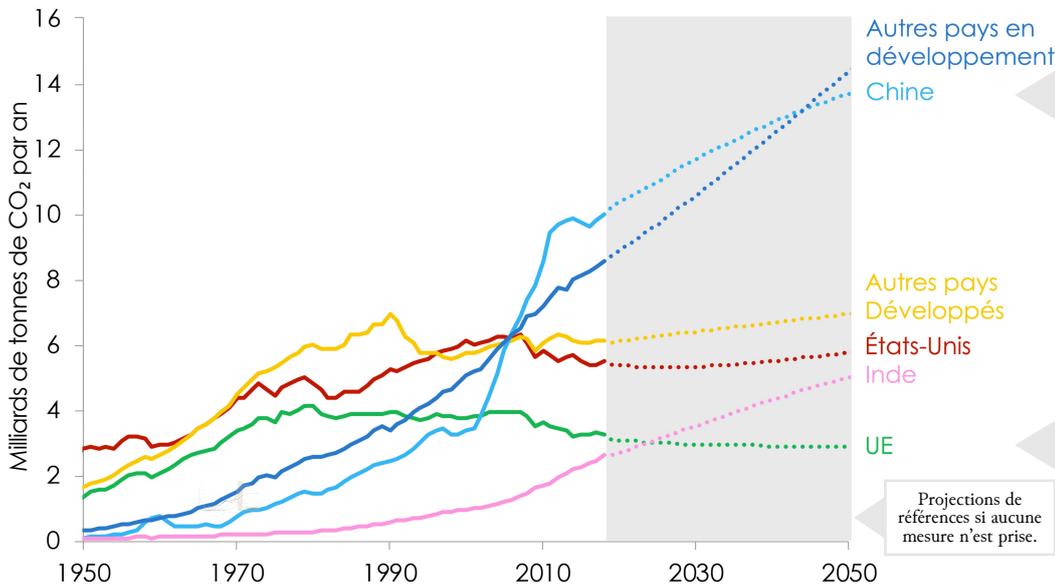
Forêts et utilisation des sols

Bien que nous pouvons nous engager à réduire nos émissions liées à la déforestation et à la dégradation des sols (REDD+), cela ne concernerait qu'une petite partie de nos émissions.

Contexte international

- Les émissions de la Chine, de l'Inde et des autres pays en développement connaissent une forte croissance. À elle seule, la Chine est responsable de plus de 25% des émissions mondiales de CO₂. Le total des émissions en GES des pays en développement va bientôt dépasser les émissions de tous les pays développés.
- Les États-Unis, dont les émissions par personne sont plus du double que celles de l'UE, se sont engagés à réduire leurs émissions de seulement 26-28% d'ici 2025 par rapport à 2005. De plus, cet engagement suscite une très forte opposition politique de la part des membres du Congrès et des intérêts économiques liés aux énergies fossiles. En dépit de ces défis, de nombreuses études américaines, montrent que les coûts de l'inaction sont élevés alors que la plupart des régions des États-Unis bénéficieraient d'une politique de réductions des émissions.
- Les pays les moins développés continuent de souligner que les réductions de leurs émissions demandent d'importantes aides financières de la part des pays développés. Mais la corruption est rampante dans de nombreux pays et l'aide apportée n'atteint que trop rarement son but. Ils vont aussi mettre l'accent sur les politiques forestières et leurs rôles pour réduire les émissions, ce qui, même si c'est important, reste insuffisant pour régler la crise climatique.

Émissions de CO₂ issues des combustibles fossiles

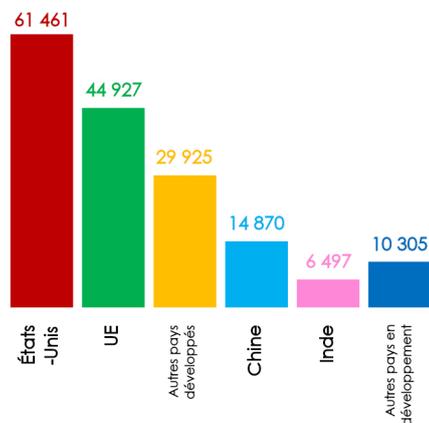


La **Chine** est le plus grand émetteur de CO₂ au monde. Sans mesures concrètes, les émissions des **pays en développement** devraient doubler d'ici 2100.

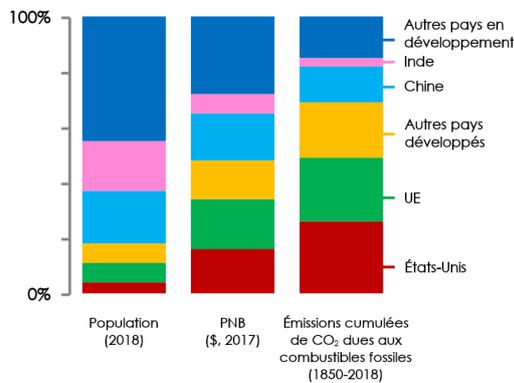
Pour réduire sa dépendance au pétrole, la Suède a su réduire ses émissions de CO₂ de 4,5% par an entre 1976 et 1986. La France et la Belgique ont connu, elles aussi, des réductions similaires pendant la même période. Plus récemment, le Royaume-Uni a réduit ses émissions de 3,5%/an en moyenne entre 2007 et 2017. Sinon, les réductions d'émissions les plus significatives ont été historiquement dues à des crises politiques ou économiques.

PNB par personne

(à parité du pouvoir d'achat en US Dollars, 2017)

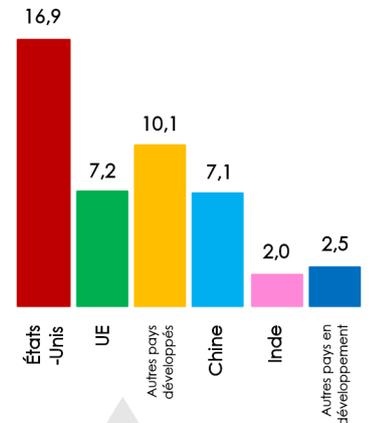


Population, richesse et émissions cumulées



Émissions par personne

(tonnes de CO₂ par an, 2018)



Alors que jusqu'à présent, la part des émissions cumulées des pays développés (**États-Unis**, **UE** et les **autres pays développés**) est de loin la plus importante ; la croissance de la population, du PNB par personne et des émissions dans les pays en développement (**Chine**, **Inde** et **autres pays en développement**) dépassent de beaucoup celles des pays développés. Si aucune action n'est entreprise, les émissions cumulées de tous les pays développés ne devraient plus représenter que 42% du total en 2100.

Depuis 1980, les émissions de CO₂ du secteur énergétique par personne ont augmenté de façon spectaculaire en **Chine** et en **Inde** (respectivement de 380% et 360%) mais ont diminué aux **États-Unis** et dans l'**UE** (respectivement de 20% et 28%).